

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Thècle

Code géographique : 35050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Louis Paillé, atteste la véracité du rapport financier
de Sainte-Thède pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2019-05-14

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états des résultats, de la variation des actifs nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE, au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Saint-Tite (Québec)

Par Gabriel Fournier-Lacombe, CPA auditeur, CA

DATE 2019-05-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	2 356 529	2 386 650	2 248 395
Compensations tenant lieu de taxes	2	99 680	94 667	87 516
Quotes-parts	3			
Transferts	4	517 648	3 081 861	741 169
Services rendus	5	89 991	206 180	191 754
Imposition de droits	6	61 150	63 797	98 450
Amendes et pénalités	7	22 800	12 242	19 181
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 000	14 484	13 160
Autres revenus	10	242 597	148 736	111 246
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 393 395	6 008 617	3 510 871
Charges				
Administration générale	14	524 789	608 419	614 604
Sécurité publique	15	364 767	389 760	406 878
Transport	16	843 938	965 989	1 058 519
Hygiène du milieu	17	542 280	911 026	881 984
Santé et bien-être	18	25 350	32 987	45 410
Aménagement, urbanisme et développement	19	188 504	147 040	158 312
Loisirs et culture	20	351 900	388 429	368 200
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	551 867	103 694	80 620
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 393 395	3 547 344	3 614 527
Excédent (déficit) de l'exercice	25		2 461 273	(103 656)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 901 034	7 004 690
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		6 901 034	7 004 690
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		9 362 307	6 901 034

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		
Débiteurs (note 5)	2	3 123 960	2 094 666
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 123 960	2 094 666
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	2 542	52 249
Emprunts temporaires (note 10)	10	80 000	3 169 900
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	460 031	719 163
Revenus reportés (note 12)	12	24 877	21 945
Dette à long terme (note 13)	13	4 873 049	3 067 408
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	5 440 499	7 030 665
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 316 539)	(4 935 999)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	11 418 415	11 582 584
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	181 613	181 613
Stocks de fournitures	19	69 659	64 021
Autres actifs non financiers (note 17)	20	9 159	8 815
	21	11 678 846	11 837 033
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	9 362 307	6 901 034

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1		2 461 273	(103 656)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	518 011)	(3 701 335)
Produit de cession	3		102 764	
Amortissement	4		613 405	614 540
(Gain) perte sur cession	5		(33 989)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		164 169	(3 086 795)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(5 638)	(11 151)
Variation des autres actifs non financiers	10		(344)	37
	11		(5 982)	(11 114)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14		2 619 460	(3 201 565)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(4 935 999)	(1 734 434)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(4 935 999)	(1 734 434)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(2 316 539)	(4 935 999)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 2 461 273	(103 656)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 613 405	614 540
Autres		
- Gain sur dispo d'immos	3 (33 989)	
-	4	
	5 3 040 689	510 884
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 (1 029 294)	(21 864)
Autres actifs financiers	7	19 595
Créditeurs et charges à payer	8 (259 132)	428 349
Revenus reportés	9 2 932	(36 876)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12 (5 638)	(11 151)
Autres actifs non financiers	13 (344)	37
	14 1 749 213	888 974
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (518 011)	(3 701 335)
Produit de cession	16 102 764	
	17 (415 247)	(3 701 335)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ()	()
Cession	21	
	22	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	23 2 268 400	58 918
Remboursement de la dette à long terme	24 (464 100)	(508 968)
Variation nette des emprunts temporaires	25 (3 089 900)	3 169 900
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26 1 341	1 341
Autres		
-	27	
-	28	
	29 (1 284 259)	2 721 191
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
	30 49 707	(91 170)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	31 (52 249)	38 921
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	
Solde redressé	33 (52 249)	38 921
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)		
	34 (2 542)	(52 249)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Thècle est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipale de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

MATIÈRES RÉSIDUELLES

La municipalité de Sainte-Thècle a signée une entente de partenariat non commerciale avec la Municipalité de Lac-aux-Sables. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

La municipalité de Saint-Thècle a signée une entente de partenariat non commerciale avec les Municipalités de Lac-aux-Sables et de Notre-Dame de Montauban. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

TRANSACTIONS AVEC DES ORGANISMES MUNICIPAUX OU SUPRAMUNICIPAUX

La municipalité est membre de la MRC de Mékinac qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme sont réparties sur différentes bases selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. Ces bases sont : le nombre de municipalités, leur population respective et leur richesse foncière uniformisée. La quote-part de l'année 2018 s'est élevée à 188 265 \$ (199 551 \$ en 2017).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des stocks, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaire dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon les méthodes d'amortissement linéaire et dégressive sur les périodes et les taux suivants :

Infrastructures	Solde décroissant	7% et 10%
Bâtiments	Solde décroissant	5%
Véhicules	Linéaire	7 ans
Véhicules-hygiène	Linéaire	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	7 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds destiné à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques et certains autres fonds sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Revenus de transferts

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectation**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la municipalité en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur une entente de transferts. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

À compter du présent

exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

Puisque la municipalité n'avait aucune information relative aux apparentés et aucune opération interentité à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	
Découvert bancaire	2	(2 542) (52 249)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	(2 542) (52 249)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	83 545 75 203
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 849 025 1 687 707
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	59 365 242 128
Organismes municipaux	15	38 131 54 640
Autres		
- Mutations, carrières et autres	16	89 171 22 308
- Intérêts et pénalités	17	4 723 12 680
	18	3 123 960 2 094 666
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 717 363 1 356 421
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	2 717 363 1 356 421
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	33 296
Régimes de retraite des élus municipaux	42	
	43	34 551
	34 551	33 296

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'un maximum autorisé de 400 000 \$ portant intérêt au taux de 3.95%. La convention est renégociable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	112 574	309 693
Salaires et avantages sociaux	48	78 696	78 786
Dépôts et retenues de garantie	49	152 351	229 963
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	13 660	16 453
- Gouvernement du Canada	54	1 023	7 232
- Organismes municipaux	55	61 960	42 989
- Intérêts	56	34 767	29 047
- Frais courus	57	5 000	5 000
	58	460 031	719 163

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	17 749	
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Camp de jour	68	4 128	4 128
- Coop d'habitation	69	3 000	3 000
-	70		
- Forêt, faune et parc	71		14 817
	72	24 877	21 945

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,14	4,37	2019	2023	73	4 874 390	3 070 090
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	4 874 390	3 070 090
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(1 341)	(2 682)
					83	4 873 049	3 067 408

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2018
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	698 900	100	109	117	698 900
2020	85	93	742 100	101	110	118	742 100
2021	86	94	1 443 090	102	111	119	1 443 090
2022	87	95	251 600	103	112	120	251 600
2023	88	96	1 738 700	104	113	121	1 738 700
2024 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	4 874 390	106	115	123	4 874 390
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	4 874 390	108	116	125	4 874 390

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(2 316 539)	(4 935 999)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(2 316 539)	(4 935 999)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	7 920 606	158	21 105	185		212	7 941 711
Eaux usées	131	2 424 392	159		186		213	2 424 392
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	3 208 675	160		187	(1 015 769)	214	4 224 444
Autres	133	388 852	161		188		215	388 852
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 327 884	163	93 454	190	(562 527)	217	2 983 865
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	966 395	165	41 568	192	123 090	219	884 873
Ameublement et équipement de bureau	138	157 498	166		193		220	157 498
Machinerie, outillage et équipement divers	139	357 076	167	6 954	194	9 575	221	354 455
Terrains	140	393 795	168		195		222	393 795
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>18 145 173</u>	170	<u>163 081</u>	197	<u>(1 445 631)</u>	224	<u>19 753 885</u>
Immobilisations en cours	143	<u>3 809 873</u>	171	<u>354 930</u>	198	<u>1 578 296</u>	225	<u>2 586 507</u>
	144	<u>21 955 046</u>	172	<u>518 011</u>	199	<u>132 665</u>	226	<u>22 340 392</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 855 552	173	299 218	200		227	4 154 770
Eaux usées	146	1 914 902	174	37 072	201		228	1 951 974
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 473 710	175	84 920	202		229	2 558 630
Autres	148	82 728	176	18 530	203		230	101 258
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 068 600	178	79 365	205		232	1 147 965
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	513 490	180	77 003	207	63 206	234	527 287
Ameublement et équipement de bureau	153	154 600	181	3 200	208		235	157 800
Machinerie, outillage et équipement divers	154	308 880	182	14 097	209	684	236	322 293
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>10 372 462</u>	184	<u>613 405</u>	211	<u>63 890</u>	238	<u>10 921 977</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>11 582 584</u>					239	<u>11 418 415</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	181 613	181 613
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253	181 613	181 613
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	181 613	181 613
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	9 159	8 815
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	9 159	8 815
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Programme d'habitation

Suite à une résolution, la Municipalité s'est engagée à participer, jusqu'à concurrence de 10%, aux déficits d'exploitation annuels de l'Office municipal d'habitation de Sainte-Thècle, et pour la Coopérative de solidarité en habitation de Sainte-Thècle.

Entretien des chemins d'hiver

La municipalité est liée par un contrat de service d'une durée de 5 ans pour l'enlèvement de la neige se terminant en 2022. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 s'établit à 1 223 670 \$ ce qui correspond aux paiements minimums exigibles au cours des 4 prochains exercices. Les paiements minimums exigibles se répartissent de la façon suivante :

2019 - 333 728 \$
2020 - 333 728 \$
2021 - 333 728 \$
2022 - 222 486 \$

Partenariat non commercial

MATIÈRES RÉSIDUELLES

En décembre 2010, suite à l'adoption du règlement 275-2010, la Municipalité a signé une entente intermunicipale relative à la fourniture de services pour la cueillette et le transport des matières résiduelles avec la Municipalité de Lac-aux-Sables. Les dépenses en immobilisations effectuées pour réaliser l'objet de l'entente (comprenant l'achat de camions, des équipements et des accessoires) seront payées dans une proportion équivalente (50/50) par les municipalités, lesquelles seront propriétaires en parts égales. Les passifs et les frais de financement s'y rattachant, seront pris en charge également à part égale. La répartition des coûts d'opérations sera fonction de leur utilisation réelle. Ce partenariat a été présenté selon cette répartition aux états financiers. Au 31 décembre 2018 :

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Dette à long terme :	24 800 \$
Dépenses d'opérations :	40 899 \$

Les pourcentages d'attribution pour les municipalités sont de:

Sainte-Thècle	59%
Lac-aux-Sables	41%

La municipalité de Sainte-Thècle a été nommée pour effectuer la gestion comptable et doit par le fait imputer les surplus annuels dans une réserve financière. Au 31 décembre 2018, chacune des municipalités ont contribué à un montant supplémentaire de 10 000 \$ chacune, dans le but d'une réserve de 140 000 \$.

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

En mars 2013, suite à l'adoption du règlement 307-2013 la Municipalité a signé une entente intermunicipale relative à l'application du schéma de couverture de risque en incendie avec les Municipalités Lac-aux-Sables et Notre-Dame de Montauban. Les dépenses en immobilisations et les dépenses d'opération (comprenant la rémunération du directeur-préventionniste, le paiement des interventions, les frais de bureau, d'habillement, les frais de déplacement) effectuées pour réaliser l'objet de l'entente

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

seront payées dans une proportion équivalente (1/3-1/3-1/3) par les municipalités, lesquelles seront propriétaires en parts égales. Les passifs et les frais de financement s'y rattachant, seront pris en charge également à part égale. Ce partenariat a été présenté selon cette répartition aux états financiers. Au 31 décembre 2018 :

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Compte à payer à la Municipalité de Notre-Dame de Montauban :	11 019 \$
---	-----------

Dépenses d'opérations	
Salaires et avantages sociaux	23 850 \$

La municipalité de Notre-Dame de Montauban a été nommée pour effectuer la gestion comptable et doit par le fait imputer les surplus annuels dans une réserve financière. Au 31 décembre 2018, il n'y a aucune réserve financière.

19. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 999 383 \$ à la municipalité pour des travaux. La municipalité doit également investir 354 060 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. À la date des états financiers, un montant total de 736 072 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 263 311 \$ de subvention demeure disponible pour les travaux futurs.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25. Événement postérieur à la date de clôture

Le 1er janvier 2019, la municipalité a rejoint la Régie des incendies du Centre-Mékinac pour le service des incendie qui sera offert dans la municipalité de Sainte-Thècle. Par le fait même et à la même date, la municipalité se retire de l'entente de service d'incendie du secteur Est de Mékinac (SISEM).

La municipalité recevra, en 2019, un montant de 20 000 \$ pour l'apport de ses équipements dans la Régie des incendies du Centre-Mékinac.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 356 529	2 386 650			2 386 650	2 248 395
Compensations tenant lieu de taxes	2	99 680	94 667			94 667	87 516
Quotes-parts	3						
Transferts	4	517 648	420 668			420 668	471 639
Services rendus	5	89 991	206 180			206 180	191 754
Imposition de droits	6	61 150	63 797			63 797	98 450
Amendes et pénalités	7	22 800	12 242			12 242	19 181
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	3 000	14 484			14 484	13 160
Autres revenus	10	242 597	148 736			148 736	111 246
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 393 395	3 347 424			3 347 424	3 241 341
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		2 661 193			2 661 193	269 530
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		2 661 193			2 661 193	269 530
	21	3 393 395	6 008 617			6 008 617	3 510 871
Charges							
Administration générale	22	524 789	576 985	31 434		608 419	614 604
Sécurité publique	23	364 767	339 061	50 699		389 760	406 878
Transport	24	843 938	863 428	102 561		965 989	1 058 519
Hygiène du milieu	25	542 280	552 031	358 995		911 026	881 984
Santé et bien-être	26	25 350	22 241	10 746		32 987	45 410
Aménagement, urbanisme et développement	27	188 504	143 339	3 701		147 040	158 312
Loisirs et culture	28	351 900	333 160	55 269		388 429	368 200
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	551 867	103 694			103 694	80 620
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		613 405	(613 405)			
	33	3 393 395	3 547 344			3 547 344	3 614 527
Excédent (déficit) de l'exercice	34		2 461 273			2 461 273	(103 656)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1		2 461 273	(103 656)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	2 661 193)	(269 530)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3		(199 920)	(373 186)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		613 405	614 540
Produit de cession	5		102 764	
(Gain) perte sur cession	6		(33 989)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		682 180	614 540
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	219 873)	213 886)
	18		(219 873)	(213 886)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	76 206)	87 659)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(9 299)	(7 005)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(85 505)	(94 664)
	26		376 802	305 990
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		176 882	(67 196)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 661 193	269 530
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(93 454)	(362 523)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(48 544)	(1 039 047)
Hygiène du milieu	5	(370 896)	(2 223 835)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(53 078)
Loisirs et culture	8	(5 117)	(22 852)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(518 011)	(3 701 335)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	689 004	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	76 206	87 659
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	76 206	87 659
	19	247 199	(3 613 676)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 908 392	(3 344 146)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	630 500	604 872	694 134
Charges sociales	2	197 052	187 578	179 046
Biens et services	3	1 812 750	1 513 966	1 535 961
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	44 860	41 930	35 712
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	30 807	61 764	44 908
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	644 676	457 257	449 774
Transferts	10			
Autres	11	15 750	11 178	18 881
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	17 000	55 394	41 571
Amortissement des immobilisations	14		613 405	614 540
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	3 393 395	3 547 344	3 614 527

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	220 519	82 720
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	154 155	132 424
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(455 368)	(3 363 757)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	9 443 001	10 049 647
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	9 362 307	6 901 034
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	220 519	82 720
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	220 519	82 720
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Camion de vidange (LAS 50%)	45	140 000	120 000
- Activités culturelles et sport	46	14 155	12 424
	47	154 155	132 424
	48	154 155	132 424

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () ()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (455 368 ) (	3 363 757)
	84 (455 368)	(3 363 757)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 11 418 415	11 582 584
Propriétés destinées à la revente	86 181 613	181 613
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 11 600 028	11 764 197
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 11 600 028	11 764 197
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (4 873 049 ) (	3 067 408)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 341 ) (	2 682)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 717 363	1 356 421
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (2 157 027 ) (	1 713 669)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	881)
	100 (2 157 027 ) (	1 714 550)
	101 9 443 001	10 049 647

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité contribue à un régime de retraite à cotisations déterminées pour ses employés permanents réguliers. La municipalité verse une contribution égale à celle des employés.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 34 551	33 296

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	1 814 941	1 708 542
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	1 814 941	1 708 542
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	85 532	83 172
Égout	11	85 518	78 308
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	288 012	283 744
Autres			
- Fosse septique	14	68 477	54 021
- Déneigement Jos St-Amant	15	17 200	12 900
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 817	13 756
Service de la dette	18	13 153	13 952
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	571 709	539 853
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	571 709	539 853
	27	2 386 650	2 248 395

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière 28		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 29		
Taxes d'affaires 30		
Compensations pour les terres publiques 31	37 093	37 093
	32	37 093
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux 33	32 079	28 421
Cégeps et universités 34		
Écoles primaires et secondaires 35	24 386	20 939
	36	56 465
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière 37		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 38		
Taxes d'affaires 39		
	41	93 558
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière 42	734	698
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 43	375	365
Taxes d'affaires 44		
	45	1 109
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière 46		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 47		
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 49		
Autres 50		
	52	94 667
		87 516

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	3 240	1 380
Sécurité publique			
Police	54	7 456	
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56	3 800	3 800
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	188 165	207 400
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	1 168	1 168
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62	110 481	108 799
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	43 849	38 958
Traitement des eaux usées	70	2 448	5 589
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	45 805	52 257
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	719	742
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	6 018	3 153
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	413 149	423 246

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	52 000	216 890
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	918 770	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		5 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 690 423	
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		41 640
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		6 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	2 661 193	269 530

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132	7 519	48 393
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	7 519	48 393
TOTAL DES TRANSFERTS	141	3 081 861	741 169

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	11 438	4 316
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	11 438	4 316
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158	4 422	
Réseaux d'égout	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	26 494	32 598
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	30 916	32 598
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	178		
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	42 354	36 914

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	17 911	14 989
	187	17 911	14 989
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	6 411	5 881
	192	6 411	5 881
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	10 857	9 559
	212	10 857	9 559
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	128 647	124 411
	225	128 647	124 411
Réseau d'électricité			
	226		
	227	163 826	154 840
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	206 180	191 754

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	10 350	10 611
Droits de mutation immobilière	230	53 447	49 873
Droits sur les carrières et sablières	231		37 966
Autres	232		
	233	63 797	98 450
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234	12 242	19 181
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	14 484	13 160
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	33 989	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242	45 800	68 750
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	68 947	42 496
	246	148 736	111 246
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	100 839		100 839	99 082
Greffe et application de la loi	2				25 549
Gestion financière et administrative	3	260 762		260 762	270 399
Évaluation	4	71 927		71 927	73 085
Gestion du personnel	5				
Autres					
-	6	143 457	31 434	174 891	146 489
-	7				
	8	576 985	31 434	608 419	614 604
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	209 618		209 618	200 585
Sécurité incendie	10	123 385	50 699	174 084	200 821
Sécurité civile	11	5 925		5 925	5 183
Autres	12	133		133	289
	13	339 061	50 699	389 760	406 878
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	369 083	102 561	471 644	623 537
Enlèvement de la neige	15	338 214		338 214	287 779
Éclairage des rues	16	12 436		12 436	13 576
Circulation et stationnement	17	11 525		11 525	8 513
Transport collectif					
Transport en commun	18	121 204		121 204	115 837
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	10 966		10 966	9 277
	22	863 428	102 561	965 989	1 058 519

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	46 579		46 579	24 212
Réseau de distribution de l'eau potable	24	59 125	299 269	358 394	362 941
Traitement des eaux usées	25	32 680	43 979	76 659	87 148
Réseaux d'égout	26	30 441	2 566	33 007	33 806
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	106 549	13 181	119 730	115 567
Élimination	28	125 038		125 038	123 503
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	81 382		81 382	81 161
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	70 237		70 237	53 646
	40	552 031	358 995	911 026	881 984
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	10 770		10 770	20 509
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	11 471	10 746	22 217	24 901
	44	22 241	10 746	32 987	45 410
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	37 527	3 701	41 228	46 501
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	89 662		89 662	94 163
Tourisme	49	500		500	
Autres	50	5 500		5 500	8 000
Autres	51	10 150		10 150	9 648
	52	143 339	3 701	147 040	158 312

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	18 879		18 879	21 177
Piscines, plages et ports de plaisance	55	92 623		92 623	80 640
Parcs et terrains de jeux	56	36 096		36 096	28 600
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	10 515		10 515	10 454
Autres	59	18 916	55 269	74 185	84 098
	60	177 029	55 269	232 298	224 969
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	128 548		128 548	118 294
Bibliothèques	62	23 237		23 237	22 656
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	4 346		4 346	2 281
	66	156 131		156 131	143 231
	67	333 160	55 269	388 429	368 200
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	103 694		103 694	80 620
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	103 694		103 694	80 620
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	613 405	(613 405)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Thècle

Code géographique : 35050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	370 896	2 223 836
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 138	1 010 631
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		53 078
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	93 454	385 519
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	41 568	
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	6 955	28 271
Terrains	20		
Autres	21		
	22	518 011	3 701 335

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	370 896	2 223 836
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	5 138	1 063 709
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	141 977	413 790
	34	518 011	3 701 335

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	201 665	77 713	25 840	253 538
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 512 004	586 499	195 014	1 903 489
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 713 669	664 212	220 854	2 157 027
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 356 421	1 604 188	243 246	2 717 363
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 356 421	1 604 188	243 246	2 717 363
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 356 421	1 604 188	243 246	2 717 363
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 356 421	1 604 188	243 246	2 717 363
	19	3 070 090	2 268 400	464 100	4 874 390
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 070 090	2 268 400	464 100	4 874 390

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	4 874 390
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	455 368
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	2 717 363
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	2 612 395
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	2 612 395
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	824 169
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	3 436 564
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	3 436 564
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	71 917	73 085
Autres	3	22 251	23 618
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	675	
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8	3 000	13 811
Transport collectif	9		
Autres	10	10 723	7 038
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	196 432	193 027
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	70 237	53 646
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	52 336	56 246
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21	15 642	16 228
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	12 160	13 075
Activités culturelles	23	1 884	
Réseau d'électricité			
	24		
	25	457 257	449 774

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1	4 613	13 547
Charges sociales	2	1 525	3 790
Biens et services	3	431 882	3 662 293
Frais de financement	4	79 991	21 705
Autres	5		
	6	518 011	3 701 335

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	37,50	7 395,63	***	***	***
Professionnels	2				***	***	***
Cols blancs	3	1,00	30,00	947,50	***	***	***
Cols bleus	4	6,00	40,00	8 822,56	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	17,00	2,00	1 974,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	28,00		19 139,69	***	***	***
Élus	9	7,00			68 180	4 593	72 773
	10	35,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	110 481				110 481
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	43 849	670 288	1 000 948	19 187	1 734 272
Traitement des eaux usées	14	2 448				2 448
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	259 482	970 770	4 408		1 234 660
	17	416 260	1 641 058	1 005 356	19 187	3 081 861

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 816	7 803
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 816	7 803
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	17 655	6 154
Enlèvement de la neige	11	2 076	2 354
Autres	12	819	859
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	20 550	9 367
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	219	745
Réseau de distribution de l'eau potable	17	31 147	13 831
Traitement des eaux usées	18	4 778	8 187
Réseaux d'égout	19	31 713	34 998
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 334	1 375
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	70 191	59 136
Santé et bien-être			
Logement social	27	2 130	2 351
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	2 130	2 351
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	4 007	1 963
	39	4 007	1 963
Réseau d'électricité			
	40		
	41	103 694	80 620

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alain Vallée, maire	15 580	7 790
Jean-François Couture, poste 1	5 193	2 597
Claudette Trudel-Bédard, poste 2	5 193	2 597
Julie Bertrand, poste 3	5 193	2 597
Caroline Poisson, poste 4	5 193	2 597
Jacques Tessier, poste 5	5 193	2 597
Bertin Cloutier, poste 6	5 193	2 597

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | |
|--|---------------------------------------|----------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ 17 749 \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input checked="" type="checkbox"/> | 9 <input type="checkbox"/> |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	42 701 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	24	129 610 \$
Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	187 483 \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	89 107 \$
b) Dépenses d'investissement	27	\$
c) Total des frais encourus admissibles	28	276 590 \$
d) Description des dépenses d'investissement :		
e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
a) Numéro de la résolution	29	2019-05-157
b) Date d'adoption de la résolution	30	2019-05-14

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Thècle

Code géographique : 35050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'établissement du taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE (ci-après «la municipalité») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après «l'état»).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que cet état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANQUETTE S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Saint-Tite (Québec)

Par Gabriel Fournier-Lacombe, CPA auditeur, CA

DATE 2019-05-14

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Thècle

Code géographique : 35050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 897 685
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	1 897 685

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	91 300
Égout	11	140 500
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	287 490
Autres		
- Deneigement ch. Joseph-Saint-A	14	17 200
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	13 155
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	549 645
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	549 645
	27	2 447 330

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	36 784
	5	36 784
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	30 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	24 000
	9	54 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	90 784

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	750
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	380
Taxes d'affaires	17	
	18	1 130

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	91 914

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 231 425 000	X 2 0,8200 /100\$	3 1 897 685				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X	17 /100\$	18				
Autres	19 X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 X	23 /100\$	24				
Total			25 1 897 685	26 (.....)	27 (.....)	28	29 1 897 685
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 X	31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X	46 /100\$	47				
Autres	48 X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 X	52 /100\$	53				
Total			54 55 (.....)	56 (.....)	57	58	59 1 897 685

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12				
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18				
Autres 19	X	20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41				
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47				
Autres 48	X	49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [9] [0] , [0] [0] \$
Égout	2	[1] [1] [0] , [0] [0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[1] [7] [5] , [0] [0] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	2 447 330
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 447 330

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	231 425 000
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	| | 1 | , | 0 | 5 | 7 | 5 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	95 546 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>2 935 463 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>537 195 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>63 512 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Louis Paillé , atteste que le rapport financier de Sainte-Thècle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sainte-Thècle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Thècle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sainte-Thècle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-14 16:22:28

Date de transmission au Ministère : 2019/05/15